

On n'a pas signé pour ça !

Entrés dans le monde de la recherche avec de nobles aspirations, la réalité s'avère décevante pour nombre de travailleurs et de travailleuses. « Répondre aux grands enjeux de société », « contribuer au progrès de l'humanité » ou tout bonnement « faire avancer les connaissances dans un domaine » : ces arguments s'avèrent être essentiellement un décorum.

La communauté scientifique n'est pas au service du bien commun mais des intérêts privés et militaires. CEA, CNRS, INRIA et autres mastodontes de la recherche publique ne sont que le premier maillon d'une chaîne de « valorisation » inscrite dans un projet politique qui génère guerres, dégâts sociaux et catastrophes environnementales (voir page 2 le cas du CEA-Grenoble). Dans ce contexte, comment des chercheurs ou des ingénieurs qui se questionnent sur le sens de leurs recherches peuvent-ils agir ?

La fin du progrès

L'actualité est emplie de sombres nouvelles : extension des zones de guerres, désastre environnemental, dérèglement climatique, sixième extinction de masse, etc. Dans ce climat anxieux, les discours va-t-en-guerre, racistes et fascistes se multiplient. On aime opposer à ces régressions une utopie progressiste, rationnelle, désintéressée, basée sur les faits, la démarche scientifique et le progrès. Mais la recherche scientifique actuelle – ou technoscience –, fruit des recherches militaro-civiles sur le nucléaire et l'ordinateur dans les années 1950, n'a pour objectif ni de sauver le monde, ni d'améliorer nos conditions de vie.

Elle est loin l'époque où l'on associait progrès technique et progrès social, où l'on pensait que les innovations scientifiques amélioreraient la vie, et que les gains de productivité ruisselleraient sur l'entièreté de la population. Cette croyance est aujourd'hui largement mise à mal par les faits. L'automatisation profite en premier lieu aux patrons et aux actionnaires. La mondialisation des échanges se fait au profit des grandes puissances qui dominaient déjà le jeu économique. Le raffinement des équipements militaires augmente l'intensité des conflits. La « transition électrique et numérique » a généré quantité de nouveaux marchés et n'a en rien diminué la consommation d'énergies fossiles et de ressources. Au contraire, sont venus s'y ajouter les nuisances propres à cette fallacieuse transition (nucléaire, extractivisme, consommation d'eau). Nous payons tous le prix de l'emballage technologique, et certains plus que d'autres. Le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité sont des conséquences directes des sauts technologiques commencés au début du XIX^e siècle dans les laboratoires.

Certains imaginent pouvoir compenser ces dégâts par des recherches encore plus poussées, par le développement de solutions techniques plus « performantes », plus « économiques », plus « résilientes ». Mais il n'y a pas de solution technique à une question politique. Le problème n'est pas tant le combustible qui alimente la Machine que la logique-même qui l'anime : la quête illimitée de croissance économique, de pouvoir et de richesses ; l'objectivation de tous les êtres, la domination de la nature qu'elle induit. Répondre de façon conséquente à la crise écologique, s'opposer au fascisme et au militarisme, c'est refuser de perpétuer l'idéologie qui les a générés et acter que la technoscience et ses institutions ne font pas partie de la solution mais qu'elles sont au cœur du problème.

Débrancher et agir

Que faire lorsque nous admettons que notre activité professionnelle contribue activement à l'état désolant du monde ? Pour parer au tiraillement moral, nous coulons nos gestes quotidiens sous un vernis de justifications : la paye à la fin du mois, l'habitude, l'alibi prétendument « écologique » de certaines recherches, l'impossibilité d'aller à rebours du « progrès », l'impuissance. Mais le sentiment de désillusion est partagé. La dissonance est là. En grattant à peine la surface, le vernis peut sauter.

Ce qu'il faut, c'est débrancher et agir. Cela, malgré toutes les raisons invoquées pour ne rien faire (voir page 5). C'est bien parce que des individus se révoltent contre les actes en contradiction avec leur conscience morale que les puissants ne peuvent accomplir leurs sombres desseins. L'action individuelle devient primordiale quand, consciente de ses limites (il ne s'agit pas de manger bio ou de faire du vélo), elle s'en prend aux institutions complices du désastre en cours (à l'instar du CEA, voir page 4). « Révolte », et non seulement désertion. Car s'il est plus simple, pour apaiser sa conscience, de quitter le navire, il est sans doute plus efficace – quoique moins confortable – de rester au cœur du réacteur pour y propager la contestation (voir page 8).

Désorganiser la Machine

On le sait, pour fonctionner, une institution a besoin de la coopération de tous ses membres, de leur servitude volontaire. Il ne suffit pas d'être présent un certain nombre d'heures, il faut s'impliquer, collaborer, faire preuve d'initiative, d'esprit d'équipe. La réussite d'un projet dépend en grande partie d'une communication, d'une coordination constante et fluide entre tous les membres : elle demande la participation morale à l'entreprise ou à l'équipe de recherche. Si l'on cesse de jouer le rôle que l'on attend de nous, cela peut changer la donne (voir page 3).

Mais il ne s'agit pas de traîner la patte par flemme personnelle – nombreux le font déjà (voir page 4). Il s'agit de cesser d'y croire, de militer pour que les autres aussi cessent d'y croire, et de poser dans ce but des gestes. L'institution se fragilise d'autant plus lorsque, depuis l'intérieur, des personnes se mobilisent (voir page 7). Petit à petit, la défiance et la méfiance s'installent, le statu quo est mis à mal, les autres commencent à douter, et la sédition, contagieuse, peut se propager : un rapport de force se construit et la contestation peut sortir des labos (voir page 6). Séditionnions-nous !